

2016 : une rentrée au rabais dans les collèges de Seine-Maritime ?

Communiqué du groupe des élus communistes et républicains, Front de Gauche au Département

De nombreux représentants des parents d'élèves de Seine-Maritime, d'élus locaux et d'enseignants expriment une totale incompréhension et un profond malaise face à l'accumulation combinée des mauvais coups qui se préparent autour des conditions d'enseignement pour la prochaine rentrée.

Aux mesures gouvernementales imposant une réforme des collèges mal ficelée qui va fragiliser les élèves et affaiblir l'enseignement dans le secondaire, aux nouvelles mesures de carte scolaire comptaible que se prépare à annoncer la Direction de l'Education nationale condamnant des classes pourtant utiles au prétexte qu'elles ne seraient pas numériquement rentables, s'ajoutent les choix d'austérité de la majorité UDI/Républicains au Département de Seine-Maritime.

Une réforme des collèges qui poursuit la réduction des moyens et met en concurrence les établissements...

Le vote de la répartition des Dotations Horaires Globales (DHG) s'est, dans de nombreux établissements, réalisé dans la douleur, après des débats animés ne permettant pas de lever les interrogations de la communauté éducative, parents et enseignants. Cela traduit notamment le manque d'ambition du Ministère en matière d'apprentissage des langues étrangères – pour lequel les retards de la France sont pourtant connus – avec la suppression de la quasi-totalité des classes bi-langues. Et c'est sans parler de l'enseignement des langues anciennes, dont l'enseignement est voué à la disparition.

Une fois de plus, tous les établissements ne sont pas logés à la même enseigne, ce qui aggrave les inégalités territoriales et sociales. Ceux des parents qui auront les moyens de mettre leurs enfants dans un collège bi-langue et langues anciennes, pourront le faire. Ceux qui n'en ont pas les moyens seront empêchés. La concurrence entre les établissements va s'accroître, ce qui va nécessairement réduire le caractère « National » de l'Education, au détriment des enfants de Seine-Maritime.

Pour ce gouvernement libéral, dans la lignée des précédents, l'égalité d'accès et l'égalité des chances sont remplacées par l'excellence et la sélection. L'émulation devient compétition.

Une politique départementale qui enfonce le clou de l'austérité...

C'est un véritable déchaînement contre les politiques éducatives du Département auquel se sont livrés les élus de droite de la nouvelle majorité. Au nom de la réduction arbitraire des déficits budgétaires, en axant toute sa politique, et donc toutes ses marges de manœuvre, vers le remboursement anticipé des crédits aux banques, le Département a choisi délibérément de sacrifier la jeunesse et de lui faire payer l'addition de l'austérité.

Les bourses départementales sont purement et simplement supprimées, cela va gravement amputer le budget de 5.000 familles du Département. Par ailleurs, d'autres dispositifs sont fragilisés ou supprimés, comme l'aide à la fabrication d'objet en cours de technologie, le Contrat de Réussite Educatif Départemental (CRED), ou encore la fusion du Pass'sport et Pass'culture pour lesquels les critères d'attribution n'ont qu'un but : baisser le nombre de bénéficiaires alors que ces dispositifs

étaient performants, appréciés et utiles aux élèves. Terminée aussi l'aide au financement des structures d'accueils à caractère éducatif de mineurs publiques et privés.

Ce n'est pas ce que l'on peut appeler « une bonne gestion » comme le répète à l'envie le Président du Département, car pendant ce temps, 20 millions d'euros d'argent public départemental supplémentaires prendront le chemin des banques. Les banques, créancières du Département qui se sont substitués à l'Etat et à ses financements, 6 ans après leur sauvetage par l'Etat et l'argent public !

Le système décidément marche sur la tête et en l'occurrence ici sur celle de nos enfants. Cela ne peut plus durer. Investir dans l'Education et la jeunesse, c'est faire le pari de l'avenir. Avec leurs mêmes politiques, Département et Ministère font le choix de la régression. C'est un mauvais calcul, motivé uniquement par des logiques comptables, et qui peut gravement handicaper le pays à terme.

Les parents des élèves des classes moyennes et populaires subissent une double peine inacceptable. Loin d'être une priorité, les politiques éducatives du Gouvernement et du Département sont réduites à la portion congrue.

Les élus du Front de Gauche ont rejeté ces orientations au Parlement et au Département. Nous soutenons les initiatives des parents d'élèves qui, nombreux, demandent pour le pays et le Département une autre politique éducative. Une autre ambition et d'autres moyens pour sortir de l'impasse de l'austérité.

Séverine BOTTE, Sophie HERVE, Jean-Paul LECOQ, Hubert WULFRANC
Conseillers Départementaux de Seine-Maritime